

Accord national interprofessionnel
RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES
(Accord du 8 décembre 1961)
(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,
Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT DU 6 JUIN 2013
RELATIF À LA MODIFICATION DES DÉLIBÉRATIONS 6 B, 7 B, 22 B ET 27 B

NOR : ASET1350848M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La délibération 6 B, intitulée « Champ d'application territorial », est modifiée comme suit :

« Au chapitre VI, le dernier alinéa du *a* est désormais libellé comme suit :

« Les adhésions des organismes dont il s'agit s'inscrivent dans la limite des taux contractuels obligatoires visés à l'article 13 de l'accord. »

Le reste du chapitre est inchangé.

La délibération 7 B, intitulée « Champ d'application territorial. – Assiette des cotisations », est modifiée comme suit :

L'avant-dernier alinéa est désormais libellé comme suit :

« Ce nombre de points est calculé sur la base des taux contractuels obligatoires fixés à l'article 13 de l'accord. »

Le reste de la délibération est inchangé.

La délibération 22 B, relative aux situations d'inactivité totale ou partielle, est modifiée comme suit :

Au chapitre X, intitulé « Bénéficiaires des conventions d'allocations spéciales du FNE », le 1^{er} alinéa est, *in fine*, modifié comme suit : « limités à 8 % sur T1 et à 16 % sur T2 (16,10 % à compter du 1^{er} janvier 2014, puis 16,20 % à compter du 1^{er} janvier 2015), et le taux de 4 %. ».

Le reste est sans changement.

Au chapitre XI intitulé « Organismes auto-assurés en matière de chômage », le 2^e alinéa est, *in fine*, modifié comme suit : « sans que les taux de cotisation utilisés pour ce calcul puissent excéder les taux contractuels obligatoires sur T1 et sur T2 visés à l'article 13 de l'accord. ».

Le reste est sans changement.

Le chapitre XII, intitulé « Travailleurs de l'amiante, bénéficiaires de l'allocation de cessation anticipée d'activité », est modifié ainsi qu'il suit :

Au 2^e alinéa du *a*, les termes « taux visés au *a* et au 2^e paragraphe du *b* sont supprimés.

Au 1^{er} alinéa du *b*, « 6 % » est remplacé par « taux contractuel obligatoire ».

Le reste est sans changement.

La délibération 27 B, intitulée « Possibilité d'acquisition de points par les ex-mandataires sociaux indemnisés par la GSC, au titre des périodes de privation d'emploi », est modifiée comme suit :

– les 3 premiers alinéas sont inchangés.

– le 4^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« Le nombre de points est égal à celui qui serait obtenu par application de l'article 22 de l'annexe A au présent accord en prenant en compte le taux contractuel obligatoire visé au paragraphe 1 *a* de l'article 13 de l'accord. »

Le reste de la délibération est sans changement.

Fait à Paris, le 6 juin 2013.

(Suivent les signatures.)